

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

19 avril 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal
du 27 août 1993 d'exécution
du Code des impôts
sur les revenus 1992
en vue de l'assouplissement
du régime
du précompte professionnel libératoire**

AVIS DE LA COURS DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **1460/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de MM. Matheï, Briers et Van den Bergh.
002: Avis du Conseil d'État.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

19 april 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk besluit
van 27 augustus 1993 tot uitvoering
van het Wetboek
van de inkomstenbelasting 1992
met het oog op de versoepeling
van het regime
van de bevrijdende bedrijfsvoorheffing**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **1460/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van de heren Matheï, Briers en Van den Bergh.
002: Advies van de Raad van State.

04424

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Impact budgétaire de la proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de l'assouplissement du régime du précompte professionnel libératoire (DOC 55 1460/001)

Adopté en assemblée générale du 7 avril 2021

1. Demande d'avis

En vertu de l'article 79, alinéa 1er, du règlement de la Chambre des représentants, le président de la Chambre a invité la Cour des comptes, par lettre du 26 janvier 2021, à remettre un avis contenant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution des recettes qu'engendrerait la proposition de loi visant à modifier l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de l'assouplissement du régime du précompte professionnel libératoire (DOC 55 1460/001). Cette proposition a été déposée à la Chambre par Messieurs Steven Matheï, Jan Briers et Jef Van den Bergh le 15 juillet 2020.

2. Objet de la proposition de loi

La présente proposition de loi vise à assouplir le régime du précompte professionnel libératoire sur les revenus des artistes du spectacle et des sportifs étrangers. Elle envisage de fixer un seuil de 15.000 € en dessous duquel leurs revenus belges seraient exonérés de précompte professionnel. Ce seuil s'appliquerait à tout artiste ou sportif qui réside dans un pays avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition (CPDI) et a prévu un échange d'informations fiscales. Le tableau 1 reprend le contexte et les modifications apportées par la proposition de loi.

Tableau 1 : Modifications apportées par la proposition de loi DOC 55 1460/001

Situation actuelle	Modifications de la proposition de loi
Les organisateurs d'une manifestation artistique ou sportive retiennent normalement un précompte professionnel libératoire qui s'élève à 18% du montant brut des revenus versés aux artistes et sportifs non-résidents après déduction forfaitaire de leurs frais professionnels élémentaires.	La retenue d'un précompte professionnel libératoire de 18% reste la règle générale pour les revenus versés aux artistes et sportifs non-résidents.
Une exonération peut être obtenue à certaines conditions lorsque les artistes et sportifs résident dans un pays avec lequel la Belgique a conclu une convention préventive de la double imposition (CPDI) qui la rend possible. Diverses conditions supplémentaires (statut professionnel notamment) doivent généralement être remplies.	La possibilité d'obtenir une exonération est étendue à tout artiste du spectacle ou sportif qui réside dans un pays (1) avec lequel la Belgique a conclu une CPDI et (2) et a prévu un échange d'informations fiscales, sans que d'autres conditions ne doivent être remplies ou reprises dans les CPDI en question.
Il s'agit d'exceptions à la règle générale (reprise par exemple dans l'article 17 du modèle OCDE et dans de nombreuses CPDI conclues par la Belgique) qui confère à l'État dans lequel les prestations sportives ou artistiques ont été accomplies le droit d'imposer les revenus qui en découlent. Sont donc principalement visés par cette exonération les artistes/sportifs salariés résidant en Allemagne, aux États-Unis, en France ou en Grèce, en vertu de dispositions spécifiques des CPDI entre ces pays et la Belgique.	Cette exonération ne s'applique toutefois que si le montant total des revenus bruts perçus en Belgique par un artiste ou sportif au cours d'une même période imposable est inférieur à 15 000 €. Un dépassement de ce seuil entraîne l'application d'un précompte de 18% à l'entière des revenus bruts perçus en Belgique.



Un système d'agrément préalable facultatif a été mis en place pour accorder l'exonération à la source après vérification de l'applicabilité des critères d'exonération (lieu de résidence, statut professionnel, durée du séjour en Belgique, non-établissement en Belgique de l'employeur, ...).

Lorsque les prestations sont effectuées par des entreprises étrangères, les organisateurs versent normalement un précompte calculé sur l'entièreté du prix payé. La « part propre » de l'entreprise peut toutefois être exonérée si l'entreprise a sa résidence fiscale dans un pays qui a conclu avec la Belgique une CDPI le permettant. La « part revenant aux artistes ou sportifs » peut également être exonérée si ceux-ci rentrent dans les conditions d'exonération, dont généralement le fait d'avoir un statut de salarié. Les artistes qui se produisent sous couvert d'une société ne bénéficient donc généralement pas de l'exonération.

Les développements de la proposition de loi considèrent que l'exonération pourra être accordée à la source par une extension de la procédure d'agrément préalable existante. Les artistes et sportifs concernés soumettront une attestation sur l'honneur que leurs revenus bruts totaux seront inférieurs à 15 000 €.

L'absence de conditions supplémentaires relatives au statut des artistes et sportifs concernés implique que l'exonération pourrait éventuellement maintenant bénéficier aux artistes qui n'ont pas un statut de salarié, par exemple parce qu'ils se produisent en tant qu'indépendant, voire même en tant que société (voir toutefois à ce sujet le point 5.2 de l'avis du Conseil d'État¹).

Source : Cour des comptes

3. Incidence budgétaire de la proposition de loi

3.1 Méthode

Le 4 février 2021, la Cour des comptes a demandé au Service d'Étude du SPF Finances de lui communiquer ses éventuels avis techniques réglementaires et estimations budgétaires, afin que la Cour puisse en évaluer le réalisme et la pertinence.

Le 5 février 2021, le SPF Finances a fourni à la Cour des comptes une note² chiffrant, pour l'année de revenus 2019³, le montant total de précompte professionnel perçu qui aurait été perdu si la proposition de loi avait été d'application. Ce calcul a été effectué sur la base des

¹ Le Conseil d'État, dans son avis N° 68.771/3 du 26 février 2021, indique ainsi que « la proposition n'apporte aucune solution au problème soulevé par les auteurs, de l'importance de la déduction forfaitaire des frais ou lorsque les revenus de l'artiste du spectacle ou du sportif qui se produit en Belgique sont attribués à une société » (p. 9). Si, comme les développements de la proposition de loi le suggèrent, les auteurs entendent exonérer les revenus inférieurs à 15.000 € attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même, mais à une autre personne physique ou morale, il pourrait être opportun de l'expliquer.

² Référence BEO-DR-2020-0726-03.

³ La version française de la note du SPF Finances fait référence à l'exercice d'imposition 2019. Toutefois, la version néerlandaise et la note de calcul détaillée reçue le 22 février 2021 indiquent qu'il s'agit plutôt de l'année de revenus 2019 – exercice d'imposition 2020.



fiches 281.30⁴ pour l'année de revenus 2019, en ne prenant en compte que les fiches pour lesquelles les revenus mentionnés ne dépassaient pas 15 000 €.

Le 22 février 2021, le SPF Finances a communiqué une estimation plus détaillée de l'impact budgétaire estimé, exposant les hypothèses sous-jacentes.

3.2 Estimation par le SPF Finances et avis de la Cour des comptes

Le SPF Finances estime que la perte de précompte professionnel s'élèverait à 3 934 627,43 € (3 144 808,89 € pour les artistes et 789 818,54 € pour les sportifs). Il indique qu'il s'agit d'une approximation, qui ne prend notamment pas en compte la possibilité d'un dépassement du seuil de 15 000 € en raison de prestations successives au profit de plusieurs débiteurs de revenus.

La Cour des comptes a demandé le 25 février 2021 les compléments d'information suivants auprès du SPF Finances :

- les critères d'inclusion et d'exclusion des fiches 281.30 utilisées pour le calcul de l'impact budgétaire, et en particulier la prise en compte pour cette sélection de la double condition de résidence dans un État avec lequel la Belgique a conclu une CPDI et un accord prévoyant l'échange de renseignements fiscaux ;
- la prise en compte de la possibilité qu'une fiche 281.30 concerne plusieurs artistes lorsque la rémunération est payée à une entreprise ou une troupe, pouvant entraîner un dépassement « collectif » du seuil de 15.000 € malgré des rémunérations individuelles inférieures à ce seuil ;
- la prise en compte de la possibilité que des exonérations partielles ou intégrales aient déjà été obtenues via le système d'agrément préalable pour des revenus repris sur les fiches 281.30 utilisées pour le calcul (voir ci-dessous) ;
- la prise en compte de la possibilité que l'artiste/sportif visé ou l'organisateur ait obtenu ultérieurement la restitution d'un précompte repris sur une fiche 281.30 (exonération par voie de réclamation) ;
- la prise en compte de la déduction forfaitaire des frais dans l'interprétation du seuil de 15.000 €

En réponse à cette demande de la Cour des comptes, le SPF Finances lui a transmis le 12 mars 2021 une liste des pays avec lesquels la Belgique a conclu une CPDI.

Il a également confirmé :

- qu'une fiche 281.30 peut concerner plusieurs artistes ;
- qu'il reste obligatoire de soumettre une fiche 281.30 lorsqu'une exonération a déjà été obtenue via le système d'agrément préalable ;
- qu'une exonération par voie de réclamation restait possible mais était peu fréquente.

⁴ Les fiches 281.30 "jetons de présences, prix, subsides, rentes alimentaires, etc. » doivent être transmises annuellement au SPF Finances par les débiteurs de revenus.



Le SPF Finances a indiqué que les éléments soulevés par la Cour des comptes n'avaient pas été pris en compte dans l'estimation communiquée. Cette estimation a été effectuée sur l'ensemble des fiches pour lesquelles les revenus bruts mentionnés étaient inférieurs à 15.000 €.

Dès lors, la Cour des comptes constate que l'estimation réalisée par le SPF Finances est imprécise, certains éléments étant soit surestimés, soit sous-estimés.

Tout d'abord, elle ne tient pas compte de conditions essentielles prévues par la proposition de loi. En effet, le seuil de 15.000 € n'ayant vocation à s'appliquer que s'il existe une CPDI (1) et un accord d'échange d'informations fiscales (2) entre la Belgique et l'État de résidence des artistes et sportifs, il convenait d'exclure les fiches 281.30 qui ne répondaient pas à ces deux conditions. Leur inclusion dans le calcul implique une surestimation des pertes fiscales potentielles.

À l'inverse, des fiches concernant plusieurs artistes ou sportifs ont pu être exclues en raison du dépassement du seuil de 15.000 € alors que les artistes ne dépassaient pas ce seuil à titre individuel, ce qui amènerait une sous-estimation des pertes fiscales si les auteurs de la proposition de loi envisagent l'individualisation du seuil.

Enfin, dans une moindre mesure, la non-prise en compte d'exonérations qui auraient déjà été octroyées et de dépassements potentiels du seuil de 15.000 € en raison de prestations successives, est quant à elle susceptible de conduire à une surestimation de l'impact budgétaire.

Dans sa note, le SPF Finances souligne également que la proposition de loi conduira à des cas de double exonération pour les artistes et sportifs qui résident dans des États où la prévention de la double imposition se fait par la méthode de l'exemption. Certaines CPDI (comme celles conclues avec le Luxembourg, l'Autriche ou la Suisse) prévoient ainsi que l'État partenaire doit également exonérer les revenus qui n'ont pas été effectivement imposés dans l'État de la source.

La proposition de loi entend réduire les charges administratives qui reposent sur le redevable du précompte professionnel et sur l'administration. Toutefois, tant le SPF Finances que le Conseil d'État émettent des réserves à ce sujet. En effet, tout dépassement du seuil de 15.000 € impliquera la nécessité de verser un précompte professionnel sur l'ensemble des rémunérations déjà perçues. Tous les organisateurs d'événements antérieurs devront donc, selon le SPF Finances, être avertis en cas de dépassement du seuil par un artiste ou sportif, afin qu'ils puissent s'acquitter du paiement du précompte dû. La Cour des comptes adhère à ces réserves.

4. Conclusion

L'adoption de la proposition de loi examinée pourrait engendrer, selon les estimations du SPF Finances, une perte annuelle de précompte professionnel de 3,935 millions €. Toutefois, la Cour des Comptes constate que cette estimation ne tient pas compte des conditions prévues dans la proposition de loi et de facteurs pouvant influencer le calcul de l'impact budgétaire à la hausse ou à la baisse. Ce chiffre doit donc être considéré comme indicatif et être interprété avec prudence. Par ailleurs, les effets indirects, notamment une augmentation

EN-TÊTE / **6**

de revenus imposables due au renforcement de l'attractivité de la Belgique, ne peuvent pas être chiffrés.



ADVIES VAN HET REKENHOF

Budgettaire impact van het wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de versoepeling van het regime van de bevrijdende bedrijfsvoorheffing (DOC 55 1460/001)

Goedgekeurd in de algemene vergadering van 7 april 2021



1. Vraag om advies

De voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers vraagt het hof in een brief van 26 januari 2021 om op grond van artikel 79, 1^e lid, van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers een advies te bezorgen met een raming van de nieuwe uitgaven of de minderontvangsten die zouden voortvloeien uit het wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 met het oog op de versoepeling van het regime van de bevrijdende bedrijfsvoorheffing (DOC 55 1460/001), dat op 15 juli 2020 bij de Kamer werd ingediend door de heren Steven Matheï, Jan Briers en Jef Van den Bergh.

2. Voorwerp van het wetsvoorstel

Het voorliggende wetsvoorstel wil het regime van de bevrijdende bedrijfsvoorheffing op de inkomsten van buitenlandse podiumkunstenars en sporters (niet-inwoners) versoepelen. Het beoogt een drempel van € 15.000 vast te leggen. Onder dat bedrag zouden hun Belgische inkomsten zijn vrijgesteld van bedrijfsvoorheffing. Die drempel zou van toepassing zijn op elke kunstenaar of sporter die woont in een land waarmee België een OVDB (overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting) heeft gesloten en waarmee België belastinginformatie uitwisselt. Tabel 1 vermeldt de context en de wijzigingen die worden aangebracht door het wetsvoorstel.

Tabel 1: wijzigingen aangebracht door wetsvoorstel DOC 55 1460/001

Huidige toestand	Wijzigingen door het wetsvoorstel
De organisatoren van een kunst- of sportevenement houden normaal een bevrijdende bedrijfsvoorheffing in ten belope van 18 % van het brutobedrag van de inkomsten die worden betaald aan kunstenaars en sporters (niet-inwoners), na forfaitaire aftrek van hun elementaire beroepskosten.	De inhouding van een bevrijdende bedrijfsvoorheffing van 18 % blijft de algemene regel voor de aan kunstenaars en sporters (niet-inwoners) betaalde inkomsten.
Onder bepaalde voorwaarden kan een vrijstelling worden bekomen als de kunstenaars en sporters wonen in een land waarmee België een overeenkomst heeft gesloten met het oog op het vermijden van dubbele belasting (OVDB). Er moeten over het algemeen verschillende extra voorwaarden vervuld zijn (inzonderheid het beroepsstatuut).	De mogelijkheid om een vrijstelling te bekomen wordt uitgebreid tot elke podiumkunstenaar of sporter die woont in een land (1) waarmee België een OVDB heeft gesloten en (2) in uitwisseling van fiscale informatie heeft voorzien, zonder dat andere voorwaarden moeten worden vervuld of opgenomen in de OVDB in kwestie.
Het gaat om uitzonderingen op de algemene regel (die bijvoorbeeld is opgenomen in artikel 17 van het OESO-model en in heel wat OVDB die België heeft gesloten) dat het land waarin de sportieve of kunstprestaties werden geleverd, het recht verleent om de inkomsten die eruit voortvloeien te belasten. Deze vrijstelling beoogt dus	Die vrijstelling is echter enkel van toepassing als het totaalbedrag van de bruto-inkomsten die een kunstenaar of sporter in de loop van eenzelfde belastbare periode in België heeft geïnd, lager ligt dan € 15.000. Bij overschrijding van die drempel wordt 18 % voorheffing toegepast op alle in België geïnde bruto-inkomsten.



hoofdzakelijk de kunstenaars/sporters die in Duitsland, de Verenigde Staten, Frankrijk of Griekenland wonen, op grond van specifieke bepalingen van de OVDB tussen die landen en België.

Er werd een systeem van facultatief voorafgaand akkoord ingesteld om de vrijstelling aan de bron toe te kennen nadat is geverifieerd of de vrijstellingscriteria van toepassing zijn (woonplaats, professioneel statuut, duur van het verblijf in België, niet-vestiging van de werkgever in België, ...).

Als de prestaties worden uitgevoerd door buitenlandse ondernemingen, storten de organisatoren normaal een voorheffing die is berekend op de volledige betaalde prijs. Het "eigen aandeel" van de onderneming kan echter worden vrijgesteld als de onderneming haar fiscale woonplaats heeft in een land dat met België een OVDB heeft gesloten die zulks mogelijk maakt. Het "aandeel dat toekomt aan de kunstenaars of sporters" kan ook worden vrijgesteld als deze voldoen aan de vrijstellingsvoorwaarden, waaronder over het algemeen het feit dat ze een statuut van werknemer hebben. Kunstenaars die optreden met een statuut van vennootschap genieten de vrijstelling dus in het algemeen niet.

In de toelichting van het wetsvoorstel wordt gesteld dat de vrijstelling aan de bron zal kunnen worden verleend door een uitbreiding van de bestaande procedure van het voorafgaand akkoord. De betrokken kunstenaars en sporters zullen een verklaring op erewoord voorleggen dat hun totale bruto-inkomsten lager zullen liggen dan € 15.000.

Het ontbreken van extra voorwaarden in verband met het statuut van de kunstenaars en sporters in kwestie zou nu eventueel ten goede kunnen komen aan kunstenaars die geen statuut van werknemer hebben, bijvoorbeeld omdat ze optreden als zelfstandige of zelfs als vennootschap (cf. in dat verband echter punt 5.2 van het advies van de Raad van State¹).

Bron : Rekenhof

3. Budgettaire impact van het wetsvoorstel

3.1 Methode

Het Rekenhof heeft op 4 februari 2021 aan de Studiedienst van de FOD Financiën gevraagd zijn eventuele reglementairtechnische adviezen en budgettaire ramingen aan het hof te bezorgen om te kunnen inschatten hoe realistisch en relevant deze zijn.

¹ De Raad van State wijst er in zijn advies nr. 68.771/3 van 26 februari 2021 op dat « het voorstel geen oplossing biedt voor het door de indieners aangevoerde probleem van de hoogte van de forfaitaire kostenafrek of als het inkomen van de podiumkunstenaar of sportbeoefenaar die naar België komt aan een vennootschap wordt toebedeeld ». (blz. 9). Als de indieners zoals in de toelichting van het wetsvoorstel wordt gesuggereerd, de inkomsten lager dan € 15.000 willen vrijstellen die niet aan de kunstenaar of de sportbeoefenaar zelf worden toegekend, maar aan een andere natuurlijke of rechtspersoon, zou het opportuun kunnen zijn zulks uit te leggen.



De FOD Financiën heeft het Rekenhof op 5 februari 2021 een nota² bezorgd waarin voor het inkomstenjaar 2019³ het totaalbedrag aan gederfde ontvangen bedrijfsvoorheffing wordt becijferd als het wetsvoorstel van toepassing geweest zou zijn. Die berekening werd uitgevoerd op basis van de fiches 281.30⁴ voor het inkomstenjaar 2019, waarbij enkel de fiches in aanmerking werden genomen waarvoor de vermelde inkomsten niet hoger lagen dan € 15.000.

De FOD Financiën heeft op 22 februari 2021 een meer gedetailleerde raming bezorgd van de geschatte budgettaire impact, waarin de onderliggende hypothesen werden uiteengezet.

3.2 Raming door de FOD Financiën en advies van het Rekenhof

De FOD Financiën schat dat het verlies aan bedrijfsvoorheffing € 3 934 627,43 zou bedragen (€ 3 144 808,89 bij de kunstenaars en € 789 818,54 bij de sportbeoefenaars). Hij geeft aan dat het om een benaderende waarde gaat, die inzonderheid geen rekening houdt met de mogelijkheid dat de drempel van € 15.000 wordt overschreden wegens opeenvolgende prestaties ten voordele van verschillende schuldenaars van inkomsten.

Het Rekenhof heeft op 25 februari 2021 de volgende bijkomende informatie aan de FOD Financiën gevraagd:

- de criteria om de fiches 281.30 die werden gebruikt voor de berekening van de budgettaire impact, al dan niet mee te tellen, in het bijzonder de inaanmerkingneming voor die selectie van de dubbele voorwaarde inzake woonplaats in een land waarmee België een OVDB heeft gesloten en een akkoord dat voorziet in de uitwisseling van fiscale inlichtingen;
- de inaanmerkingneming van de mogelijkheid dat een fiche 281.30 betrekking heeft op verschillende kunstenaars als de bezoldiging wordt betaald aan een onderneming of gezelschap, wat kan leiden tot een « collectieve » overschrijding van de drempel van € 15.000 ondanks individuele bezoldigingen die onder die drempel blijven;
- de inaanmerkingneming van de mogelijkheid dat reeds gedeeltelijke of volledige vrijstellingen werden bekomen via het systeem van voorafgaand akkoord voor de inkomsten vermeld op de voor de berekening gebruikte fiches 281.30 (cf. infra);
- de inaanmerkingneming van de mogelijkheid dat de door de organisator beoogde kunstenaar/sporter later een op een fiche 281.30 vermelde voorheffing zou hebben teruggekregen (vrijstelling via bezwaar);
- de inaanmerkingneming van de forfaitaire kostenaf trek bij de interpretatie van de drempel van € 15.000.

² Kenmerk BEO-DR-2020-0726-03.

³ De Franse versie van de nota van de FOD Financiën verwijst naar het aanslagjaar 2019. De Nederlandse versie en de gedetailleerde berekeningsnota die op 22 februari 2021 werden ontvangen, wijzen er echter op dat het veeleer gaat om het inkomstenjaar 2019 – aanslagjaar 2020.

⁴ De schuldenaars van inkomsten moeten jaarlijks de fiches 281.30 « presentiegelden, prijzen, subsidies, renten, enz.» aan de FOD Financiën bezorgen.



In antwoord op die vraag van het Rekenhof heeft de FOD Financiën op 12 maart 2021 een lijst bezorgd van de landen waarmee België een OVDB heeft gesloten.

De FOD Financiën heeft eveneens bevestigd dat:

- een fiche 281.30 betrekking kan hebben op verschillende kunstenaars;
- een fiche 281.30 moet worden voorgelegd, zelfs als reeds een vrijstelling werd bekomen via het systeem van het voorafgaand akkoord;
- een vrijstelling via bezwaar mogelijk was, maar niet veel voorkwam.

De FOD Financiën heeft erop gewezen dat met de door het Rekenhof opgeworpen elementen geen rekening was gehouden bij de meegedeelde raming. Die raming werd uitgevoerd op alle fiches waarvoor de vermelde bruto-inkomsten lager lagen dan € 15.000.

Het Rekenhof stelt bijgevolg vast dat de raming van de FOD Financiën onnauwkeurig was en dat sommige elementen waren overschat of onderschat.

Ze houdt eerst en vooral geen rekening met de essentiële voorwaarden waarin het wetsvoorstel voorziet. Daar de drempel van € 15.000 enkel mag worden toegepast als er een OVDB (1) en een akkoord inzake uitwisseling van fiscale informatie (2) bestaat tussen België en het land waarin de kunstenaars en sportbeoefenaars wonen, dienden de fiches 281.30 die niet aan die twee voorwaarden voldeden, te worden uitgesloten. Aangezien deze in de berekening werden meegenomen, worden de potentiële fiscale verliezen overschat.

Omgekeerd werden misschien fiches met betrekking tot verschillende kunstenaars of sportbeoefenaars uitgesloten omdat de drempel van € 15.000 werd overschreden, terwijl de kunstenaars die drempel op individueel vlak niet overschreden, waardoor de fiscale verliezen zouden worden onderschat als de indieners van het wetsvoorstel de drempel op individueel niveau willen hanteren.

Tot slot kan de niet-inaanmerkingneming van vrijstellingen die reeds werden toegekend en potentiële overschrijdingen van de drempel van € 15.000 wegens opeenvolgende prestaties leiden tot een overschatting van de budgettaire impact.

De FOD Financiën onderstreept in zijn nota eveneens dat het wetsvoorstel tot gevallen van dubbele vrijstelling zal leiden voor kunstenaars en sportbeoefenaars die wonen in landen waar dubbele belasting wordt vermeden door de vrijstellingsmethode. Sommige OVDB (zoals die met Luxemburg, Oostenrijk of Zwitserland) bepalen aldus dat het partnerland eveneens de inkomsten moet vrijstellen die niet effectief werden belast in de bronstaat.

Het wetsvoorstel wil de administratieve lasten verminderen die rusten op de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing en op de administratie. Zowel de FOD Financiën als de Raad van State formuleren echter voorbehoud in dat verband. Elke overschrijding van de drempel van € 15.000 zal immers impliceren dat een bedrijfsvoorheffing moet worden betaald over alle reeds geïnde bezoldigingen. Alle organisatoren van voorgaande evenementen zullen dus volgens de FOD Financiën moeten worden verwittigd ingeval een kunstenaar of sportbeoefenaar de drempel overschrijdt, opdat ze de verschuldigde voorheffing zouden kunnen betalen. Het Rekenhof sluit zich bij dat voorbehoud aan.



4. Conclusie

Volgens de ramingen van de FOD Financiën zou het goedkeuren van het onderzochte wetsvoorstel ertoe kunnen leiden dat jaarlijks 3,935 miljoen euro aan bedrijfsvoorheffing verloren gaat. Het Rekenhof stelt echter vast dat die raming geen rekening houdt met de voorwaarden waarin het wetsvoorstel voorziet en met factoren die de berekening van de budgettaire impact naar boven of naar beneden kunnen beïnvloeden. Dat cijfer moet dus als indicatief worden beschouwd en met voorzichtigheid worden geïnterpreteerd. De indirecte gevolgen, inzonderheid een stijging van de belastbare inkomsten doordat België aantrekkelijker wordt, kunnen evenwel niet worden becijferd.
